

Transformation et verdissement du quartier Lower East Side à Détroit (1950-2010).

15^e Colloque de la Relève VRM

Koneshachandra Brintha

Doctorante

Histoire

Université de Montréal

Directrice : Michèle Dagenais

brintha.koneshachandra@umontreal.ca

Détroit, la ville chocolat à la banlieue vanillée, souvent placée sous le signe de l'abandon, la désolation et de la crise est connu aujourd'hui pour renaître de ses cendres. Une affirmation généralisée à la ville qui toutefois ne touchent que les quartiers centraux : le *downtown* a subi un large effort de rénovation, le quartier universitaire au nord et les quartiers de l'ouest sont en plein essor de gentrification. Aux côtés de ces quartiers se trouve *Lower East Side* compris entre les artères d'Alter Road, Jefferson Avenue, Gratiot Avenue et East Edsel Ford Freeway. Nous pouvons trouver les caractéristiques du désordre et déclin définies par Wesley Skogan¹ dans le paysage urbain de la ville. Par les temps de désespoir, ce sont les organisations communautaires qui constituent l'ultime voie de secours². Malgré la médiatisation récente des jardins communautaires et de l'agriculture urbaine, ces derniers sont implantés depuis plus de cent ans dans le paysage de Détroit. Après retracer l'origine des jardins communautaires dans la ville et leurs fonctionnalités, nous nous attaquerons aux jardins actuels, aux réglementations qui les entourent et à la possibilité d'un Homestead Act.

À travers l'histoire, les jardins communautaires ont souvent été utilisés en réponse à et comme solutions à des situations de crises et économiques³. La première trace de jardin communautaire remonte à 1893 avec les Pingree Potato Patches mis en place par le maire Hazen pour aider les familles les plus démunies à produire leur propre nourriture. Dans la même lignée, les *Victory Gardens* lors de la Première et Deuxième

¹ Wesley Skogan, *Disorder and Decline : Crime and the Spiral of Decay*. University of California Press, 1992, p.175.

² Alberto Magnahi, *Le projet local*. Mardaga, 2003.

³ John Gallagher, *Reimagining Detroit: Opportunities for Redefining an American City*. Wayne State University Press, 2010.

guerre mondiale, implantés dans de nombreuses villes en Amérique du Nord et en Europe, produisent à Détroit 42% de la nourriture locale. En 1975, le programme *Farm-A-Lot* est implanté par le maire Coleman Young, établissant ainsi près de 3000 jardins sur 500 terrains différents. À l'époque et jusque dans les années 1990, ces derniers sont financés par la municipalité et permettent de donner une fonctionnalité temporaire aux terrains vacants. En 1976, le gouvernement fédéral encourage le mouvement par la création du USDA Cooperative Extension Urban Garden Program offrant ainsi une éducation au jardinage. D'ailleurs, ce programme pourrait également être mis en parallèle avec les School Garden Movement aux États-Unis qui perçoivent dans le jardinage, une ressource pédagogique pour les enfants, mais également pour les adultes plus tard. En 1990, la municipalité se retire des responsabilités d'aménagement et du financement des jardins et ce sont les associations et organisations communautaires qui prendront la relève.

Comme ici à Montréal ou ailleurs, le jardin communautaire à Détroit est un espace qui est porteur de valeurs sociales. Ils apparaissent en période de difficulté comme durant la guerre ou la grande dépression et fournissent autonomie et entraide. Ces espaces deviennent des zones de refuge dans un contexte de crise et permettent à une communauté de venir travailler ensemble et de laisser cours à sa contribution dans la résolution de sa crise personnelle et celle de la nation. Les jardins sont également devenus des espaces permettant de distinguer les différentes « classes pauvres » : les *worthy* des *unworthy poor*. C'est donc dans une certaine philosophie de *self-help* ou *help the poor, help themselves* que le jardin communautaire s'implante à Détroit à ses débuts. D'autant plus que les programmes d'éducation au jardinage, qui tout comme les School Garden Movement, avait pour but d'instiller en quelque sorte un amour de la nature, car il est perçu comme bon et évocateur de valeurs sociales comme le travail acharné, le développement personnel et le patriotisme. Ces écoles étaient également reconnues comme permettant de réduire les formes de désobéissances civiques⁴.

⁴ Laura J. Lawson, *City Bountiful: a Century of Community Gardening in America*. University of California Press, 2005.

La notion du désert alimentaire est aujourd'hui employée pour expliquer l'expansion des jardins communautaires. Ce dernier est d'autant plus significatif dans notre quartier lorsqu'il est mis au jour avec les questions raciales et les inégalités socio-économiques. La sécurité alimentaire est définie quand « all the persons in a community have access to acceptable and adequate food through local stores »⁵. Lors de la fermeture du supermarché national Farmer Jack, le terme est appliqué pour la première fois à la ville de Détroit. Dans le quartier en question, nous observons effectivement que la population ne peut s'alimenter qu'au sein des dépanneurs, magasins d'alcool et station-service. Une zone de désert alimentaire est définie comme un espace où « 500 habitants ou 30% de la population habite à plus d'un mile d'une épicerie ou supermarché »⁶. Robert Linn estime qu'environ 10% de la population, soit 90,000 habitants, sont touchés par le désert alimentaire.

Une brève typologie des jardins communautaires et formes d'agriculture urbaine récemment implantée nous révèle des acteurs, des actions, des occupations des espaces, des objectifs différents. On enregistre environ 13 000 jardins communautaires impliquant 16 000 habitants⁷. Gardening Resources et Gardening of Detroit sont les deux organisations non lucratives en charge de la structure et du maintien des jardins. L'activiste et historienne Grace Lee Boggs fonde également le mouvement Gardening Angels par le biais duquel, elle espère transformer Détroit en un nouveau modèle postindustriel, en une ville durable « we have the opportunity to turn the Rust Belt into the Greenbelt » mais cela signifierait donc une réconciliation entre le développement économique, l'équité sociale et la protection de l'environnement⁸, ce qui est loin d'être le cas pour la ville. Figure également, le Hantz Woodland Project, mené par une entreprise privée.

Il est vrai que l'agriculture urbaine ou les jardins communautaires ne permettent pas de transformer l'économie de la ville, mais il s'avère néanmoins être l'unique solution production face au désert alimentaire tout en permettant l'occupation, parfois temporaire des terrains vacants inutilisés et peu productifs. Par ailleurs, la vacance en

⁵ Community Food Security Coalition's North American Urban Agriculture Committee, *Urban Agriculture and Community Food Security in the United States: Farming from the City Center to the Urban*, p.4.

⁶ Document en ligne: <http://apps.ams.usda.gov/fooddeserts/foodDeserts.aspx> [consulté en mai 2017]

⁷ Christensen Dana, "Securing a momentum: could a Homestead Act help sustain Detroit urban agriculture?", *Drake Journal of Agricultural Law*, 16:2, 2011, p.242.

⁸ Michèle Dagenais, , « The Sustainable City: A New Label for the Progressive Cities of the 21st Century? Some Remarks on the Case of Montreal ». *Informationen Zur Modernen Stadtgeschichte*, no. 2, Dec. 2010, p.22-33.

général est souvent perçue comme échec en terme de marché immobilier. Une sous-utilisation, un espace vide, un espace inoccupé signifie également une rentabilité foncière inexistante pour la ville, surtout à Détroit où les terrains vacants sont en expansion. Les vacances représentent également une opportunité à Détroit. Elle devient un espace de coproduction en temps de crise. Une utilisation, plutôt qu'une exploitation de ces terrains, permet outre la production d'un élément essentiel à la vie, la nourriture, de se sociabiliser et de créer une identité communautaire. L'agriculture urbaine et les jardins sont-ils voués à une existence temporelle ? Ces derniers animent en réalité une grande partie du quartier soulevant au passage des questions associées à sa législation et l'implication des pouvoirs publics.

Durant longtemps, l'absence de législation a quelque peu restreint les villes à développer des projets communautaires. Cette situation touche de nombreuses villes de la Rust Belt (Cleveland, Milwaukee, Pittsburg) où la majorité des zoning laws date du début du XXe siècle et est le résultat d'un profond désir d'éviter les nuisances olfactives et sonore mais aussi de développer les délimitations de chaque quartier. Le Michigan Right to Farm Act de 1984 visait la protection des fermiers ruraux, ce dernier est modifié en 2010 permettant ainsi aux municipalités de coopérer dans le processus de décisions. Même si la ville a toujours autorisé l'occupation des terrains vacants, aucune législation spécifique n'est encore instaurée quant à l'occupation des terrains vacants.

La même année, John Hantz introduit pour la première fois la possibilité d'un Homestead Act pour l'agriculture urbaine. En 1862, le premier Homestead Act est signé par Abraham Lincoln et un total de 160 acres sont offerts aux agriculteurs américains. Entre 1862 et 1934, 1.6 million de terrains ont été offerts, reconnus comme un moyen pour forcer le déplacement des autochtones au sein des réserves.

Un nouvel Homestead Act permettrait de réduire les divisions et disparités au sein de la ville en recentrant l'agriculture urbaine sur l'aspect social et sa fonctionnalité première qui au-delà de la production, joue également un rôle de sociabilisations au sein des communautés et des habitants. Pour Christensen, il s'avère être essentiel de limiter légalement la taille des jardins afin d'éviter une situation telle que le projet John Hantz, dont les objectifs diffèrent en bien des manières à celle des organisations non

lucratives. Une sélection des utilisateurs sur une base socio-économique et du quartier d'origine, une forme politique inclusive, permettrait un accès à une certaine justice environnementale. Christensen Dana évoque l'importance d'utiliser le Homestead Act original en mettant en place une politique d'appropriation territoriale pour permettre l'achat des terrains après une certaine période de location ce qui résulterait donc en une privatisation des terrains.

Pour Magnaghi, l'intégration d'une activité économique alternative est décisive pour déterminer son existence temporelle ou non. Pour contrer la marginalité et l'abandon, il faudrait que les productions des organisations communautaires puissent également s'intégrer à une économie de la ville sans pour autant mettre de côté ses buts principaux. Toutefois, l'agriculture urbaine est aussi perçue comme une activité palliative en temporaire, car les jardins restent bien souvent limités dans leur production et n'ont pas la capacité de nourrir une ville entière. Aujourd'hui, dans l'Easter Market de Détroit, environ 80 jardins communautaires sont présents les samedis matins. Une intégration des jardins dans le tissu productif deviendrait également un symbole de reconnaissance de l'activité, de ses acteurs et de ses habitants.

Ce travail synthétisant les recherches conduites pour le mémoire de maîtrise permet d'éclairer les implantations de différentes organisations lucratives et non lucratives dans le paysage de Détroit. Il met également au jour les problèmes législatifs liés à l'occupation des terrains vacants et soulève des questions concernant l'évolution des jardins communautaires dans le quartier. En réalité, de nombreuses pistes doivent encore être explorées. Qui sont les bénéficiaires et les utilisateurs des jardins communautaires ? Qu'en est-il des origines socio-économiques et de l'âge des utilisateurs de ces espaces ? Quel est le processus décisionnel concernant l'implantation des jardins communautaires ? Quelle est l'évolution du terrain vacant ? Comment est-il interprété, conçu, approché ?

Bibliographie

Alaimo, Katherine, Thomas Reischl et Julie Allen, "Community Gardening, Neighborhood Meetings and Social Capital", *Journal of Community Psychology*, 38 (4), p. 497 – 514.

Dagenais, Michèle, « The Sustainable City: A New Label for the Progressive Cities of the 21st Century? Some Remarks on the Case of Montreal ». *Informationen Zur Modernen Stadtgeschichte*, no. 2, Dec. 2010, p.22-33.

Dana, Christensen, "Securing a momentum: could a Homestead Act help sustain Detroit urban agriculture?", *Drake Journal of Agricultural Law*, 16:2, 2011, p.242.

Gallagher, John, *Reimagining Detroit: Opportunities for Redefining an American City*. Wayne State University Press, 2010.

Lawson, Laura J., *City Bountiful: a Century of Community Gardening in America*. University of California Press, 2005.

Magnahi, Alberto, *Le projet local*. Mardaga, 2003.

Popelard, Allan, "Détroit, catastrophe du rêve". *Hérodote* 1/2009 (n 132), 2009, p. 202-214.

Roussequ, Max, "Re-imagining the City Centre for the Middle Classes: Regeneration, Gentrification and Symbolic Policies in "Loser Cities"". *International Journal of Urban and Regional Research*, 33, p. 770 – 788.

Skogan, Wesley, *Disorder and Decline : Crime and the Spiral of Decay*. University of California Press, 1992.